

# LE MESSAGEUR DE TAHITI.

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

MATAHITI 10. — N° 23.

TE VEA NO TAHITI.

TAPATI 9 NO TIINU.

On s'abonne à l'imprimerie.  
En un an 18 fr. — Six mois 10 fr. — Trois mois 6 fr.  
Payables d'avance.

DIMANCHE 9 JUIN 1861.

Annonces 4 fr. la ligne.  
Annonces répétées moitié prix.  
Au comptant.

## SOMMAIRE.

**PARTIE OFFICIELLE.** — Annexe à l'arrêté, en date du 21 mars dernier, inséré au *Messageur* du 31 même mois, conférant à l'Ordonnateur les fonctions de chef de service judiciaire.  
**PARTIE NON OFFICIELLE.** — Rapport sur les recensements et les mouvements de la population océanienne des îles Tahiti et Moorea, de 1814 à 1860. — Mélanges.  
— Mouvements du Port. — Avis divers. — Mercuriale. — Tableau d'abaque. — Observations météorologiques.

## PARTIE OFFICIELLE.

Annexe à l'arrêté, en date du 21 mars dernier, inséré au *Messageur* du 31 du même mois, conférant à l'Ordonnateur les fonctions de chef de service judiciaire.

(Extrait de l'ordonnance royale du 1<sup>er</sup> septembre 1849, sur le gouvernement du Sévign.)

### Chapitre II.

#### Du chef de service judiciaire.

##### Section première.

Des attributions du service judiciaire.

70. Le chef du service judiciaire est membre du conseil d'administration.

71. Il préside et soutient au conseil, d'après les ordres du Gouverneur.

72. Les projets d'ordonnances, d'arrêts, de règlements et d'instructions sur les matières judiciaires :

1<sup>re</sup>. Les rapports ou vœux :

Les conflits ;

Les affiliations ;

Les recours en grâces ;

Les mesures à prendre à l'égard des fonctionnaires attachés à l'ordre judiciaire, dans les cas prévus par les articles 47 et 57 ;

Les contestations entre les membres des tribunaux relativement à leurs fonctions, rangs et prérogatives ; enfin, toutes autres affaires concernant son service, et qui doivent être portées au conseil.

73. Le chef du service judiciaire a dans ses attributions :

1<sup>re</sup>. La surveillance et la bonne tenue des lieux où se rend la justice ;

2<sup>e</sup>. La surveillance de la courtoisie aux successions vacantes, telle qu'elle est déterminée par les ordonnances et règlements ;

3<sup>e</sup>. La vérification et le visa de toutes les pièces nécessaires à la justification et à la liquidation des frais de justice à la charge du service public ;

4<sup>e</sup>. Le contre-seing des arrêtés, règlements, décisions du Gouverneur, et autres actes de l'autorité locale qui ont rapport à l'administration de la justice ;

5<sup>e</sup>. L'expédition et le contre-seing des provisions, commissions et congés délivrés par le gouverneur aux membres de l'ordre judiciaire, ainsi que des commissions des officiers ministériels ;

6<sup>e</sup>. L'enregistrement, partout où besoin est, des commissions et autres actes qui l'expédient et contre-signe.

74. Le chef du service judiciaire a, en outre, sur les officiers ministériels, prononce contre eux, après les avoir entendus, les peines de l'ordre ; il conserve simple, le sceau avec réprimande, et leur donne tout avertissement qu'il juge convenable.

75. A l'égard des peines plus graves, telles que la suspension, le remplacement pour défaut de résidence, ou la destitution, il fait d'office, ou sur les réclamations des parties, les propositions au juge nécessaire, et le Gouverneur statue, sauf le recours à notre ministre de la marine, après avoir pris l'avis des Tribunaux, qui entendent en chambre du conseil le fonctionnaire incriminé.

### Section II.

Dispositions diverses relatives au chef du service judiciaire.

80. § 1<sup>er</sup>. Le chef du service judiciaire rend compte au Gouverneur de tout ce qui est relatif à l'administration de la justice et à la conduite des magistrats.

§ 2. Il lui rend compte également des peines de discipline qu'il a prononcées en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article précédent.

81. Il présente les rapports sur les demandes en dispenses de mariage et sur les demandes de naturalisation.

82. Il se fait remettre et adresse au Gouverneur, après en avoir fait la vérification, les doubles minutes des actes qui doivent être périodiquement envoyés au dépôt des chartes coloniales en France.

83. Il est chargé de présenter au Gouverneur les listes de candidats aux places de judicature vacantes dans les tribunaux de la colonie.

Il lui présente également les candidats pour les places d'officiers ministériels, après qu'ils ont subi les examens et satisfait aux conditions prescrites par les règlements.

84. Sont applicables au chef du service judiciaire, en ce qui concerne son service, les dispositions des articles 67, 68, 69, 70, et 71 de la présente ordonnance.

85. En cas de mort, d'absence, ou de tout autre empêchement qui oblige le chef du service judiciaire à cesser ses fonctions, il est remplacé provisoirement par le président du tribunal de première instance.

Par décision de M. le Commissaire Impérial, en date du 4<sup>er</sup> juin. M. Trastour, sous-commissaire, est nommé juge du Tribunal Correctionnel, et M. Trely, garde d'artillerie, juge du Tribunal Criminel.

Par décision de M. le Commissaire Impérial, en date du même jour, M. Bouët, commis de marine, est nommé adjoint à l'état-civil.

## PARTIE NON OFFICIELLE.

### FAITS DIVERS.

— Un cavalier du régiment des guides, en grand uniforme, de plus, marchait, ferraillait, de plus, cantinier, se présente devant le Tribunal correctionnel, et dit :  
« Cette dame qui est là (il indique le laur des prisonniers) elle m'a volé 45 fr. dans ma cantine. »

M. le président : Votre cantine est dans la caserne ; est-ce que les femmes y sont admises ?

Le témoin : Moi et ma femme nous ne pouvons faire tout l'ouvrage, il nous faut des servantes ; nous en avons deux, dont celle dont nous en une. Vous voyez par son physique, et d'âge, que nous faisons notre possible pour que les guides ils ne s'occupent que de boire quand des demoiselles leur servent une bouteille ou la goutte.

Le prévenu : Monsieur, il ne dit pas ce qu'il pense, puisqu'il m'a donné les 45 francs, et l'avez recommandé de ne pas en parler à sa femme.

Le témoin, vivement : Bien impossible, mon président, vu que moi je n'aurais eu de mes chevaux, et pas de la raillie ; je ne pourrais pas seulement prendre vingt sous à l'insu de ma femme. Quand ma femme il s'est aperçu du vol, c'est qu'il y a eu du tapage, mais elle s'est contentée de la chose mieux que moi ; elle est venue tout exprès.

Au même moment une petite femme, au teint méridional, s'avance à la barre au pas de géant ; sa toilette est des plus élégantes ; rien n'y manque, ni l'habituelle marqueuse ou longue frange, ni le manchon de baliste broché.

M. le président : Faites votre déclaration.

La petite femme : Oui, monsieur, c'est l'affaire d'un temps et trois mouvements. Quand je me suis aperçu qu'il manquait 45 fr. à l'appel, j'ai vu une grande société de brigandage à la cantine. Moi mari et mes deux servantes brigantilles qui ne savaient pas ce que les 45 fr. étaient devenus, je dis : « Allons, les hommes, sortez ! et vous les femmes, en ligne, et qu'on se déballe, j'en vais passer l'inspection. » L'autre était déjà en chemin, que celle-ci n'avait pas encore dévalisé son cheval à la parade. « Allons, dévalisez ! je lui dis ; dévalisez la chabraque, et voyons s'il ne reste rien dans les fentes. » Voyant qu'elle tenait toujours la main sur un endroit de son lupon, le long de la hanche, comme un piqueur au port d'armes, j'ai fait deux pas en avant, j'ai mis la main sur sa poche, et j'ai trouvé le magot, mes 45 fr. en deux pièces d'or et une pièce de 5 fr. »

M. le président : Ainsi prise sur le fait, vous a-t-elle dit que c'était votre mari qui les lui avait données ?

Le témoin, brandissant son manchon comme un banais : Ce n'est pas à moi qu'il aurait fallu qu'elle dise ça, je lui aurais brisé la figure, qu'il n'aurait pas fallu de mariage pour la faire trotter.

M. le président : Ainsi, elle a avoué l'acte ?

Le témoin : A bon fait, mais là où j'ai eu du mal, c'est quand l'autre a voulu lui griser la figure de ce qu'elle l'avait laissé inculper ; ça commençait à me lasser, quand des sergents de ville sont venus et ont commencé la créature.

La créature, qui se nomme Catherine Debras, a été condamnée à une année d'emprisonnement.

ger-09/06/1861

**TABLÉAU** comparant pour la France et pour plusieurs de ses colonies : la population, la superficie et le rapport entre ces deux quantités.

Archives PF-Messa

l'usage, malgré bien des difficultés matérielles, a terminé au commencement de cet année.

3. L'immigration, d'ailleurs certainement dans la santé des individus, la transmission successive de leurs cases humides en habitations saines et bien aérées.

Ainsi pendant que les indiens disparaissent par suite au contact des européens; pendant que les restes de ces nombreuses tribus de Peaux-Rouges, qui vivaient jadis le sol de l'Amérique, furent dispersés et réduits à se cacher dans leurs forêts impenétrables ou sur leurs montagnes inaccessibles pour échapper à la destruction complète de leur race, la belle famille taïtienne, sous le Protectorat loyal et désintéressé de la France, augmente depuis 1845, d'une manière très-rassurante.

Je suis avec un profond respect,

Monsieur le Commissaire Impérial,

votre très-obéissant serviteur,

L'enseigne de vaisseau : X. GAILLET.

P. S. Il aurait été assurément intéressant de connaître les mouvements de la population européenne de 1848 à 1860. Ce travail n'entraîne pas dans mes instructions, et les éléments en seraient très-difficiles à réunir. Cependant, en 1848, le chiffre des Européens s'élevait à 515 (hommes, femmes et enfants); en 1860, ce chiffre ne va pas au delà de 639, dont 347 français.

X. GAILLET.

## ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

### ET PROTECTORAT DES ILES DE LA SOCIÉTÉ

#### 1. Tableau de la population océanienne des îles Taïti et Moorea, pour l'année 1848.

DESIGNATION DES ILES.	POPULATION	OBSERVATIONS.
GARÇONS	1249	
FEMMES	1120	
ENFANTS	236	
TOTAL	2605	
MOOREA	148	
TOTAL	2753	

2.

## TABEAU DE LA POPULATION Océanienne DES ILES TAÏTI ET MOOREA.

pour l'année 1860.

DESIGNATION DES ILES.	POPULATION	OBSERVATIONS.
GARÇONS	1249	
FEMMES	1120	
ENFANTS	236	
TOTAL	2605	
MOOREA	148	
TOTAL	2753	

## TOTAL des mouvements de la population océanienne depuis l'établissement des îles de l'Union.

11 mars 1852, jusqu'au 31 décembre 1860 (9 années).

DESIGNATION DES ILES.	POPULATION	OBSERVATIONS.
GARÇONS	1249	
FEMMES	1120	
ENFANTS	236	
TOTAL	2605	
MOOREA	148	
TOTAL	2753	

